



Jeudi 22 octobre 2015

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Conférence de presse
Du bureau de l'OIT pour la France et du CESE

Lundi 2 novembre 2015 à 10h00
Conseil économique, social et environnemental (CESE)
9, Place Iéna 75016 Paris
Salle 301

LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, UNE OPPORTUNITE POUR CREER DES EMPLOIS ET REDUIRE LA PAUVRETE

Selon l'OIT, des politiques actives et innovantes visant à protéger le climat et à préserver l'environnement peuvent créer beaucoup plus d'emplois et d'inclusion sociale que la croissance traditionnelle.

L'économie verte pourrait créer, d'ici à 2030, **60 millions d'emplois supplémentaires** par rapport au maintien en l'état du modèle actuel. Et permettre à des dizaines de millions de travailleurs des pays en développement d'échapper à la pauvreté.

En juin 2015, l'OIT et le CESE ont publié deux rapports sur les potentialités des emplois verts, en France et dans le monde :

- « *Decent Work, Green Jobs and the Sustainable Economy* » rapport écrit par Peter Poschen, Directeur du Département des Entreprises en charge du programme « *Green jobs* » à l'OIT ;
- « *L'emploi dans la transition écologique* », avis du CESE présenté par Marie-Béatrice Levaux et Bruno Genty, rapporteurs.

Comment faire de la réponse aux défis du changement climatique un levier de transformation favorable à l'emploi et au travail décent ? Rien ne pourra se faire en ce domaine sans la mobilisation des acteurs du monde du travail – gouvernements, mais aussi employeurs et travailleurs. Lors du Sommet du monde du travail organisé par l'OIT en juin 2015, répondant notamment à l'appel du musicien américain Pharrell Williams, ces acteurs se sont engagés à faire de la transition juste et de la création d'emplois décents une priorité de la Conférence Paris Climat (COP21) qui se réunira en décembre à Paris.

Le 2 novembre, Cyril Cosme, Directeur du Bureau de l'OIT pour la France et Mustapha Kamal Gueye, expert du programme Green Jobs, présenteront les travaux les plus récents de l'OIT sur les emplois verts, les leçons tirées de son expérience de terrain en faveur du développement durable et sa contribution aux travaux de la COP21.

Pour l'OIT, il est possible de faire de la protection du climat et de l'adaptation au changement climatique un facteur de progrès pour une croissance durable, en tout premier lieu pour les pays les plus pauvres.

Marie-Béatrice Levieux, Présidente de la Fédération des particuliers Employeurs de France (FEPEM), membre du CESE et rapporteure de l'avis sur l'emploi dans la transition écologique évoquera la manière dont la transition écologique peut être une chance et le socle d'un projet économique, social et environnemental solide pour l'Europe et pour la France. Elle présentera les potentialités de création d'emploi et les préconisations du CESE pour faire de la transition écologique un levier pour l'emploi.

A propos de l'OIT

L'Organisation internationale du travail (OIT) est l'agence des Nations Unies pour le monde du travail. Elle établit les normes internationales du travail, promeut les droits au travail et favorise la création d'emplois décents, l'amélioration de la protection sociale et le renforcement du dialogue sur les questions liées au travail. L'OIT est dotée d'une structure unique qui rassemble des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs. www.ilo.org/paris

A propos du CESE

3ème assemblée de la République française après l'Assemblée Nationale et le Sénat, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) favorise le dialogue entre les différentes composantes de la société civile organisée et leur participation à l'élaboration des politiques publiques.

Pour répondre à ses missions, le Conseil peut être saisi par le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale ou le président du Sénat, voie de pétition ou auto saisine.

Lieu de débats d'idées, d'échanges et de rencontres, ouvert à tous les citoyens, le CESE propose des pistes de réflexion et d'actions pour contribuer à un meilleur « vivre ensemble ». www.cese.fr

Contact :

Nadia Dussol

06.48.32.29.60

nadiadussol@yahoo.fr



SOMMAIRE

1. Travail décent et emplois verts, une réponse aux défis du dérèglement climatique
2. Les messages clés de l'OIT, changement climatique, travail décent et transition juste pour tous
3. Rapport de l'OIT, développement durable, travail décent et emplois verts
Télécharger : [http://www.ilo.org/ilc/ILCSessuibs/102/reports/reports-submitted/WCMW 210492/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/ilc/ILCSessuibs/102/reports/reports-submitted/WCMW_210492/lang--fr/index.htm)
4. The green jobs programme of the ilo
5. Vers le développement durable : travail décent et intégration sociale dans une économie verte. Rapport par l'initiative des emplois verts.
6. Decent jobs in a safe climate, ILO solutions for climate action
7. Green jobs programme, Zambie
8. Contacts



TRAVAIL DECENT ET EMPLOIS VERTS, UNE REPONSE AUX DEFIS DU DEREGLEMENT CLIMATIQUE

Depuis 2007, l'Organisation internationale du Travail (OIT) explore les potentialités des emplois verts qu'elle considère comme un levier indispensable pour une transition vers des économies à faibles émissions de carbone et résistantes aux aléas climatiques.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST UN ENJEU POUR LE MONDE DU TRAVAIL

La lutte contre la pauvreté est reconnue comme un enjeu essentiel des négociations sur le climat. L'OIT considère que les politiques de l'emploi et les politiques sociales joueront un rôle majeur dans la réussite des stratégies de transition écologique : elle propose de faire des emplois verts décents un levier de lutte à la fois contre le changement climatique et ses conséquences, contre la pauvreté et les inégalités.

LE DOUBLE APPORT DE L'OIT A LA MOBILISATION "CLIMAT" : UNE RECHERCHE ACTION SUR LES EMPLOIS VERTS

Sur la base de travaux de recherche et d'analyse entrepris depuis 2007, et compte tenu de l'expérience accumulée à partir des programmes de coopération technique dans un certain nombre de pays en développement, l'OIT a acquis une solide compréhension de la façon de lutter contre le changement climatique grâce à des politiques concernant l'emploi, la protection sociale, les compétences et le développement des entreprises.

- Depuis 2009, le BIT a mis en place un programme de promotion des emplois verts, qui vise à créer des opportunités d'emplois décents pour tous dans le cadre de transitions nationales vers des économies durables ;
- L'OIT propose un agenda des solutions pour impliquer toutes les parties prenantes dans la transition vers l'économie bas carbone et le travail décent. Cet agenda est composé d'outils, de conseils de politique générale, de modèles d'intervention et des pratiques réussies représentant la contribution des acteurs dans le monde du travail pour lutter contre le changement climatique.

LE MESSAGE POSITIF DE L'OIT

En juin 2015, lors du Sommet sur le monde du travail réunissant les Etats membres de l'Agence à Genève, le Directeur général de l'OIT, Guy RYDER, a déclaré que la lutte contre le changement climatique présente une opportunité unique pour créer des emplois et de la croissance économique : l'économie verte pourrait créer, d'ici à 2030, 60 millions d'emplois supplémentaires par rapport au maintien en l'état du modèle actuel. Et permettre à des dizaines de millions de travailleurs des pays en développement d'échapper à la pauvreté.

Il est possible de faire de la protection du climat et de l'adaptation au changement climatique un levier pour l'emploi décent, y compris dans les pays les plus pauvres.

L'APPORT DE L'OIT A LA COP21

L'OIT a publié, en juin 2015, un livre intitulé "Decent Work, Green Jobs and the Sustainable Economy". Ecrit par Peter Poschen, Directeur du Département des Entreprises qui met en œuvre le programme "Emplois verts" à l'Organisation internationale du travail (OIT), ce document démontre que l'idée selon laquelle le monde doit choisir entre la création d'emplois et la prospérité pour tous et la protection du climat et de l'environnement est fausse.

Lors du Sommet du monde du travail organisé par l'OIT en juin 2015, les acteurs du monde du travail – gouvernements, employeurs et travailleurs - se sont engagés à faire de la transition juste et de la création d'emplois décents une priorité de la Conférence Paris Climat (COP21) qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015.

Priorité à laquelle le nouveau président du GIEC, Monsieur Hoesung Lee, a déjà adhéré puisque, juste après son élection il a indiqué vouloir promouvoir l'étude des questions liées « à la création d'emploi, la santé, l'innovation et le développement technologique ».

Guy Ryder, Directeur Général de l'OIT, participera à la COP 21.



Changement climatique, travail décent et transition juste pour tous

Les messages clés de l'OIT

Le défi du changement climatique et celui de l'emploi sont liés

Avec plus de 200 million de personnes sans emploi et un réchauffement climatique inquiétant, la question de l'emploi et celle du changement climatique figurent en tête de l'agenda et des préoccupations des Etats et de la communauté internationale toute entière.

Compte tenu de l'ampleur et de l'urgence de ces défis, le monde n'aura manifestement ni les ressources ni le temps de les affronter séparément ou consécutivement. Les aborder conjointement n'est pas une option, c'est une nécessité.

Un changement climatique non maîtrisé – et potentiellement irréversible – pénalise massivement la croissance économique et l'emploi.

« Le changement climatique a commencé à avoir un impact grave et grandissant sur les économies, le bien-être et des vies humaines. Au cours des dernières décennies, les conditions météorologiques imprévisibles et extrêmes ont décimé l'infrastructure, perturbé l'activité économique, détruit les emplois et les moyens de subsistance, et tué des gens dans le monde entier sur une échelle sans précédent. Le changement climatique est devenu le principal moteur de la migration forcée. Le monde du travail à une raison de s'inquiéter. » Guy Ryder, Directeur-Général de l'OIT

A condition de prendre les mesures adaptées, le passage à une économie sobre en carbone offre des perspectives positives pour l'emploi

La transition écologique suscite des inquiétudes, elle est en réalité riche de promesses: elle peut être un nouveau moteur de croissance, tant dans les pays avancés que dans les pays en développement, à la condition d'anticiper les mutations économiques, leurs conséquences et d'accompagner le changement.

Des gains nets dans l'emploi total sont possibles, si l'on donne une forme concrète aux possibilités de créer un nombre substantiel d'emplois décents supplémentaires grâce à des investissements dans la production et la consommation écologiquement durables et la gestion des ressources naturelles. Les études de l'OIT indiquent que 60 million de nouveaux emplois sont possibles dans les deux décennies à venir.

Par ailleurs, l'obtention à grande échelle d'une amélioration de la qualité des emplois et d'une hausse des revenus grâce à des processus de production plus efficaces et à des produits et des services plus respectueux de l'environnement dans des secteurs comme l'agriculture, la construction, le recyclage et le tourisme, est un autre gain possible.

Enfin, en favorisant un meilleur accès à des sources d'énergie économiquement abordables et la rémunération des services environnementaux par exemple, qui revêtent une importance particulière pour les femmes et les habitants des zones rurales, l'insertion sociale peut devenir une réalité pour des millions de personnes.

L'engagement du monde du travail est essentiel non seulement pour parvenir à un accord ambitieux sur le climat, mais aussi et surtout pour assurer sa mise en œuvre réussie

Le défi climatique implique d'adapter voire transformer nos modes de production et de consommation pour les rendre compatibles avec des ressources limitées et une répartition équitable des richesses. De tels changements requièrent des entreprises capables de se réorganiser et des travailleurs disposant de compétences et de qualifications nouvelles.

Il faut donc des politiques de l'emploi et des politiques sociales adaptées. Il faut aussi des approches par filières pour les secteurs les plus concernés comme l'énergie, le bâtiment et l'agriculture. Pour cette raison, la participation des acteurs du monde du travail est une condition du succès des stratégies de transition écologique, et du même coup de la conférence climat 2015.

Par le dialogue social notamment, ces acteurs sont des artisans du changement, capables de concevoir et mettre en œuvre de nouvelles manières de travailler qui préservent l'environnement pour les générations actuelles et futures, de lutter contre la pauvreté et de promouvoir une transition juste en créant des entreprises durables et du travail décent pour tous.

Les nouvelles exigences techniques et qualitatives qui caractérisent la production propre et sobre en carbone requièrent une adaptation des compétences professionnelles dans pratiquement tous les secteurs économiques traditionnels comme le bâtiment ou l'industrie. La formation est un autre facteur clef de succès pour la transition écologique, pas seulement pour les nouveaux métiers, mais aussi dans les emplois existants.

Assurer une transition juste pour tous est une nécessité

Dans la transition vers des économies et des sociétés écologiquement durables, le monde du travail fait face à un certain nombre de défis majeurs: la restructuration économique, avec pour conséquences des licenciements de travailleurs et des risques de pertes d'emplois et de création d'autres emplois liés à l'écologisation des entreprises et des lieux de travail; la nécessité pour les entreprises, les lieux de travail et les communautés de s'adapter au changement climatique pour éviter la perte de ressources et de moyens de subsistance ainsi que les migrations non voulues; et les incidences négatives de la hausse des prix de l'énergie et des produits de base sur les revenus des ménages pauvres.

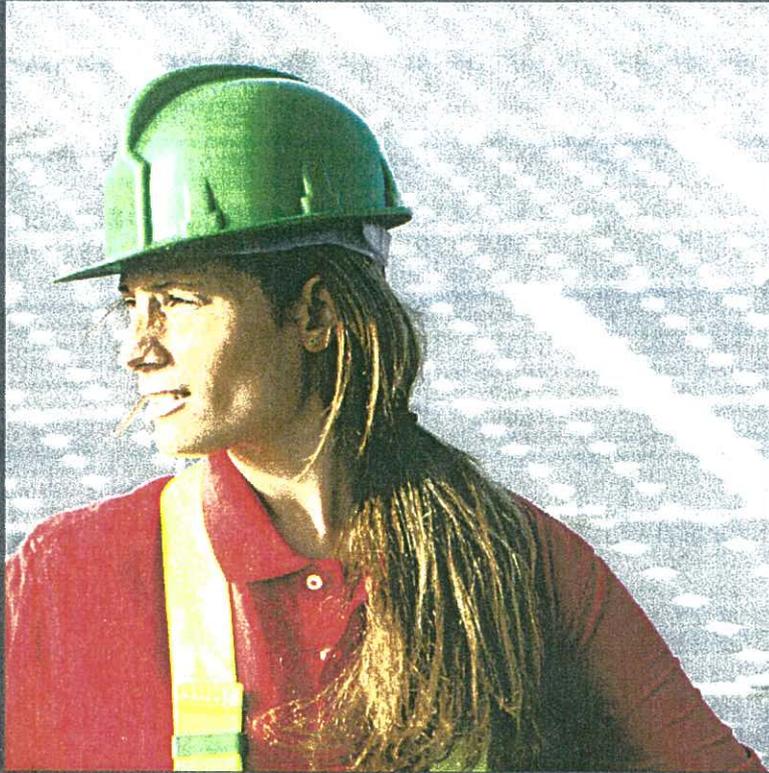
En 2013, la Conférence internationale du Travail a adopté une série de conclusions sur le développement durable, le travail décent et les emplois verts, qui constituent le cadre d'action pour une transition juste. Il s'agit de mettre en place des politiques cohérentes qui doivent promouvoir la création d'emplois décents plus nombreux, y compris, s'il y a lieu, d'anticiper les incidences sur l'emploi et de favoriser une protection sociale adéquate et pérenne face aux pertes d'emplois et aux licenciements, ainsi que le développement des compétences et le dialogue social, y compris l'exercice effectif du droit de s'organiser et de négocier collectivement.

En octobre 2015, une réunion tripartite d'experts sur le développement durable, le travail décent et les emplois verts a produit des « Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous ».

Les principes directeurs visent à fournir des orientations pratiques non contraignantes à l'intention des gouvernements et des partenaires sociaux, et à présenter des options précises pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi du cadre d'action, selon le contexte et les priorités de chaque pays.



International
Labour
Office
Geneva



The Green Jobs Programme of the ILO



Building solutions around the world

Policy-Making

Mexico



"Businesses increasingly realize that going green can bring new opportunities without additional costs. But, to fully unleash such potential, it is essential that governments create the right enabling environment and ensure that policies are well aligned."

Javier Warman, Secretariat of Environment and Natural Resources (SEMARNAT)

Decent Work in the Green Economy project in Mexico, Turkey and China

Skills Development

Costa Rica



"In response to a growing market demand, we have provided over 8,000 workers with technical vocational training for skills in solid waste management, water treatment (waste, drinking and swimming pools) and implementation of environmental management systems in businesses."

Gloria Acuña Navarro, National Learning Institute of Costa Rica

Project FOIL (Fortalecimiento de sistemas integrados de Formación, Orientación e Inserción Laboral) in Central America and the Dominican Republic

Green Entrepreneurship

Kenya



"I noticed that there was a lot of plastic waste in Nairobi and thought that this was a business opportunity that could be developed. Today my company recycles plastic waste from dump sites and converts it into durable and weather-resistant products that are viable substitutes for wood in the building and construction sector."

Lorna Rutto, Eco Post Recycling Company

ILO Youth Entrepreneurship Facility in Kenya, Uganda and Tanzania

Greening Sectors

Zambia



"We started using local materials such as clay earth bricks and timber in our construction projects. This saves a lot of money and time and makes us proud to be supporting the environment and the local community."

Omba Lacey, Katcey Constructions

The Joint UN Zambia Green Jobs Programme

Greening Enterprises

Philippines



The Coron Gateway Resort has significantly improved its sustainability notably by upgrading its waste management systems, reducing the number of hazardous sites and replacing chemical cleaning products with biodegradable ones. These initiatives suggested by staff have improved the resort's internal systems and workplace conditions.

The Greener Business Asia project in Thailand and the Philippines

Climate Resilience

Indonesia



Livelihood creation, for example through sustainable fish farming, provides long-term income opportunities and viable alternatives to more environmentally damaging activities. As activities with an adverse environmental impact decline, such as logging and the drainage of peat lands, ecosystems are restored and communities become more climate resilient.

Green Livelihood Access for Central Kalimantan's Inclusive Environmental Response to Climate Change - GLACIER

What are green jobs?

Green jobs are vital for achieving sustainable development: they reduce adverse environmental impacts, are socially just and provide economic opportunities.

What do we mean by a green job?

A green job is a decent job that contributes to preserving or restoring the environment by incorporating one or more of the following aspects: improving energy and raw materials efficiency; limiting greenhouse gas emissions; minimizing waste and pollution; protecting and restoring ecosystems; and supporting adaptation to the effects of climate change.

Javier Warman, *Secretariat of Environment and Natural Resources (SEMARVAT)*



What is a decent job?

A decent job involves opportunities for work that is productive and delivers a fair income, provides security in the workplace and social protection for workers and their families; offers better prospects for personal development and encourages social integration; gives people the freedom to express their concerns, to organize and to participate in decisions that affect their lives; and guarantees equal opportunities and equal treatment for all.

Snežana Ratovanović, *Local Assembly of Soko Banja*



The current green jobs statistical definition is based on adopted guidelines concerning a statistical definition of employment in the environmental sector at the 19th International Conference of Labour Statisticians (2013).

What are green jobs?

Green jobs can produce goods or provide services that benefit the environment. They can also contribute to more environmentally sustainable production processes in enterprises.

Omba Lacey, *Katcey Constructions*



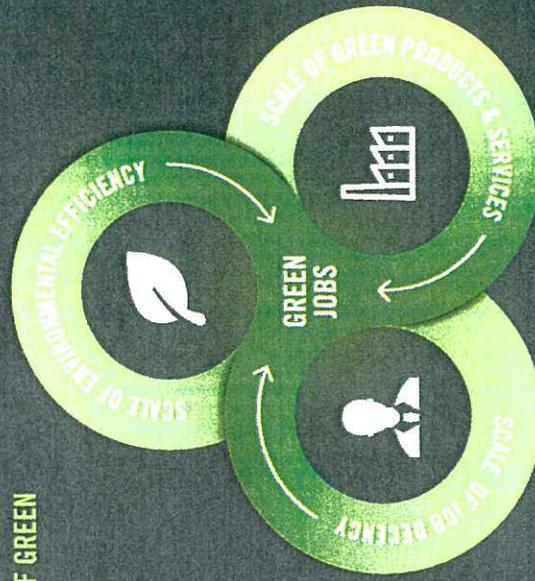
Does this mean that there are many different types of green jobs?

Green jobs can embrace environmental practices and decent work conditions to varying degrees. Enterprises can start with small/"lighter" green initiatives and with time move towards more comprehensive/"darker" green initiatives. Improving the environmental and social qualities of jobs is a continuous process that seeks to achieve sustainable development at national level.

Gloria Acuña Navarro, *National Learning Institute of Costa Rica*



THE SHADES OF GREEN CONCEPT

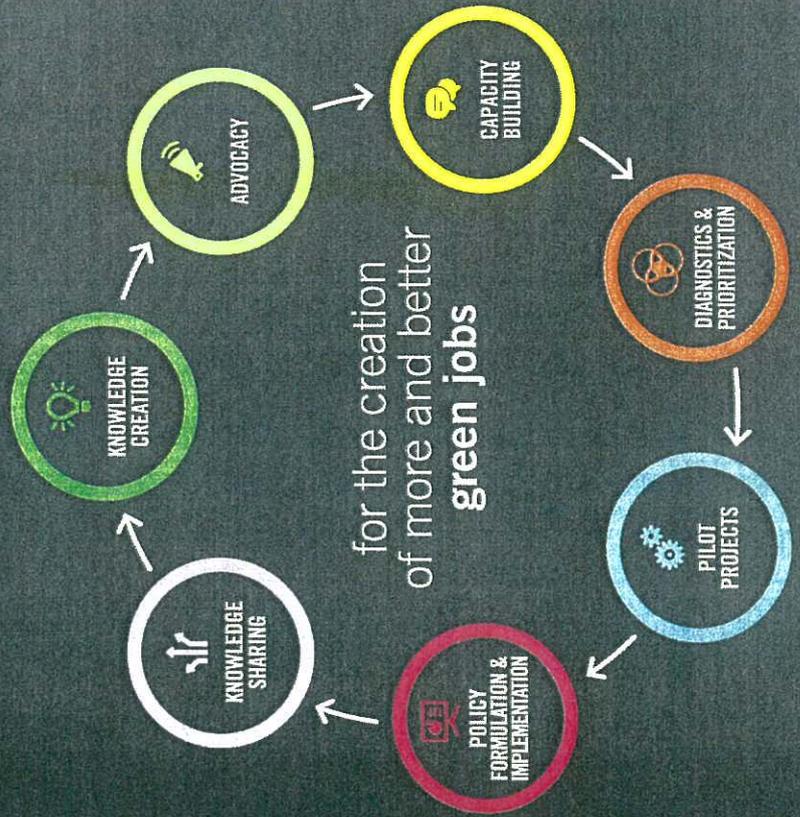


Our approach

Given the scale, complexity and urgency of the environmental, social and economic challenges the world is facing, taking a **holistic approach** to confronting these challenges is not an option but a necessity.

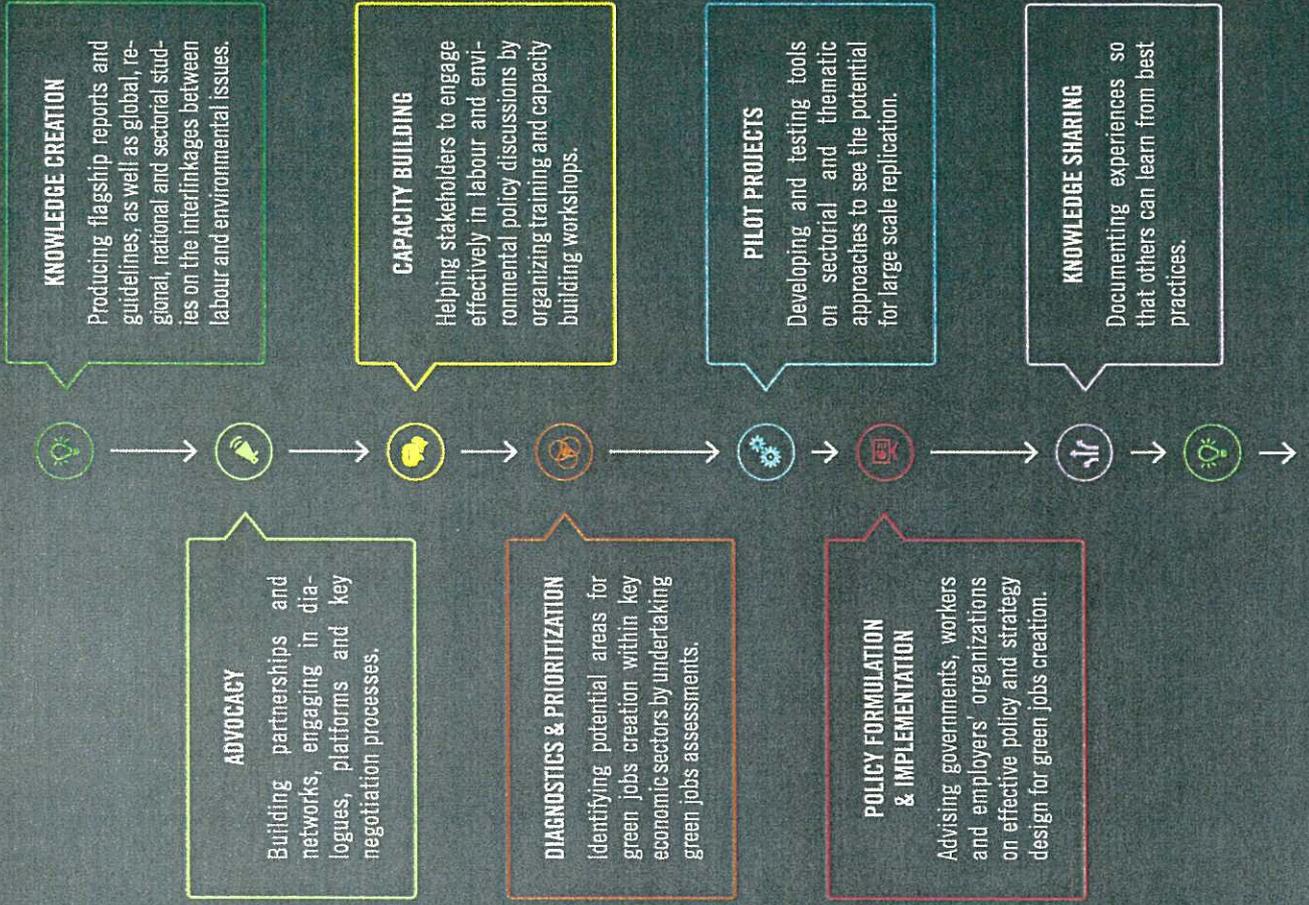
By providing leadership and technical advisory support for the creation of green jobs, the ILO's Green Jobs Programme contributes to preserving and restoring the environment, promoting socially inclusive development and boosting economies by creating employment.

With a strong focus on stakeholder engagement, the programme aims to create synergies and connections to meet specific country needs and circumstances.



for the creation
of more and better
green jobs

OUR SERVICES



KNOWLEDGE CREATION

Producing flagship reports and guidelines, as well as global, regional, national and sectoral studies on the interlinkages between labour and environmental issues.

ADVOCACY

Building partnerships and networks, engaging in dialogues, platforms and key negotiation processes.

CAPACITY BUILDING

Helping stakeholders to engage effectively in labour and environmental policy discussions by organizing training and capacity building workshops.

DIAGNOSTICS & PRIORITIZATION

Identifying potential areas for green jobs creation within key economic sectors by undertaking green jobs assessments.

PILOT PROJECTS

Developing and testing tools on sectorial and thematic approaches to see the potential for large scale replication.

POLICY FORMULATION & IMPLEMENTATION

Advising governments, workers and employers' organizations on effective policy and strategy design for green jobs creation.

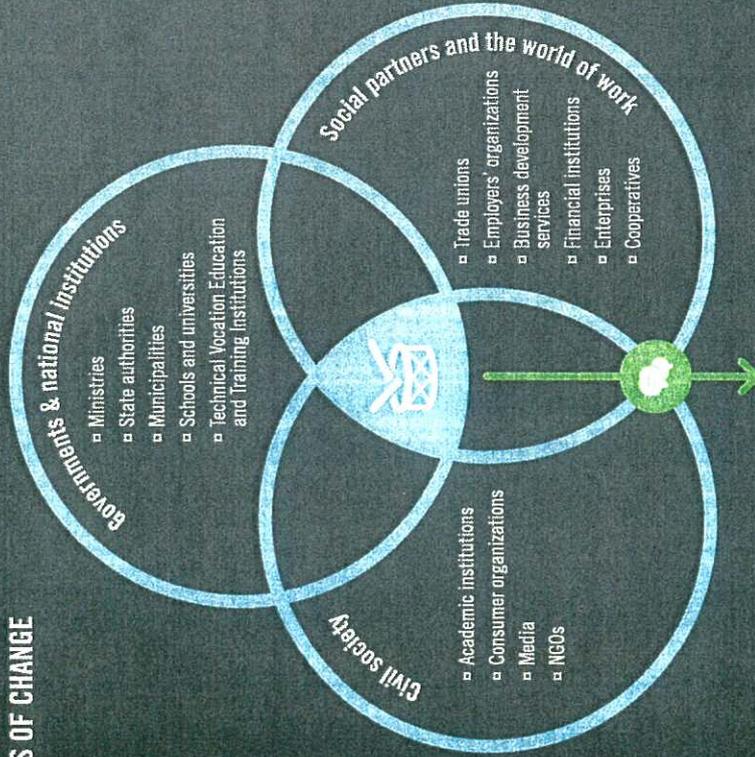
KNOWLEDGE SHARING

Documenting experiences so that others can learn from best practices.

Creating green jobs in your country

Green jobs can be created in all countries regardless of their level of economic development. They can be promoted in urban as well as rural areas, in all sectors and industrial activities and types of enterprises. The diagram below illustrates how all actors can become active agents of change in creating green jobs.

AGENTS OF CHANGE



SOCIAL DIALOGUE FOR A JUST TRANSITION

Negotiations, consultations, or simply the exchange of information between or among all agents of change is central to the success of creating green jobs in a just manner. By better understanding the various perspectives, a shared assessment of issues can be elaborated and a holistic strategy defined.

AREAS OF CHANGE

Cultivating the right mind-sets, attitudes and values will foster sustainable and low-carbon economies.

Increased awareness and sensitization of the current pace of environmental degradation and the effects of climate change is decisive in driving consumer demand for green products and services and environmentally friendly production processes.

Creating the right enabling environment in each country is essential to unleash their green jobs potential and ensure a just transition:

- (i) *macroeconomic policies* to redirect consumption and investment
- (ii) *sectoral policies* for establishing environmental regulations and mandates and targeting key sectors
- (iii) *social and labour policies* focusing on employment, social protection, training and skills development
- (iv) *climate change mitigation and adaptation policies* to promote employment in emerging new green activities and in climate resilient infrastructures and the rehabilitation of natural resources.

At the heart of action, they turn green jobs creation into a reality.

Any type of enterprise can be or become green.

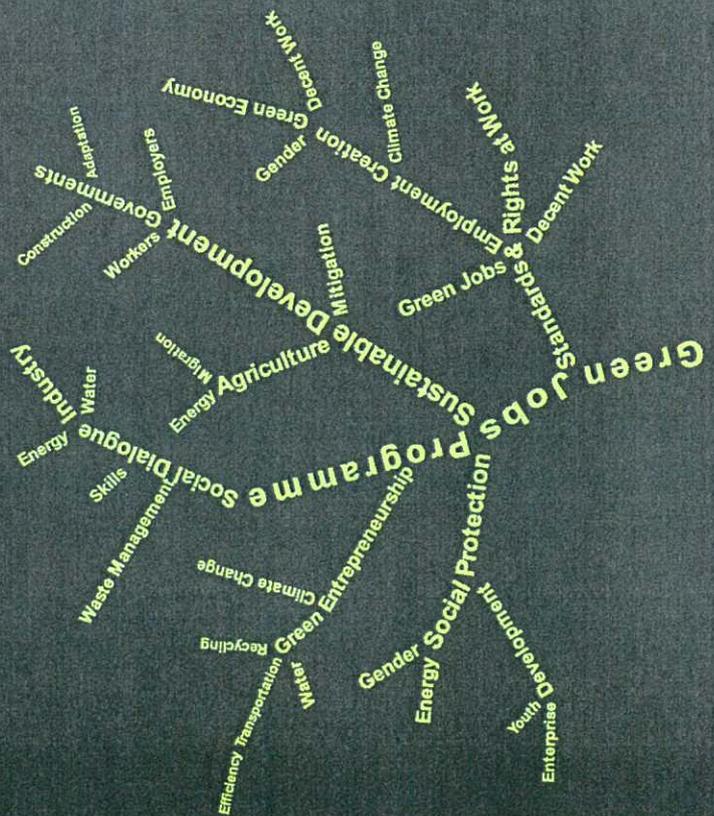
Green jobs can be created by green enterprises through start-ups by tapping into new markets or through the greening of existing enterprises by shifting towards more environmentally friendly production processes.



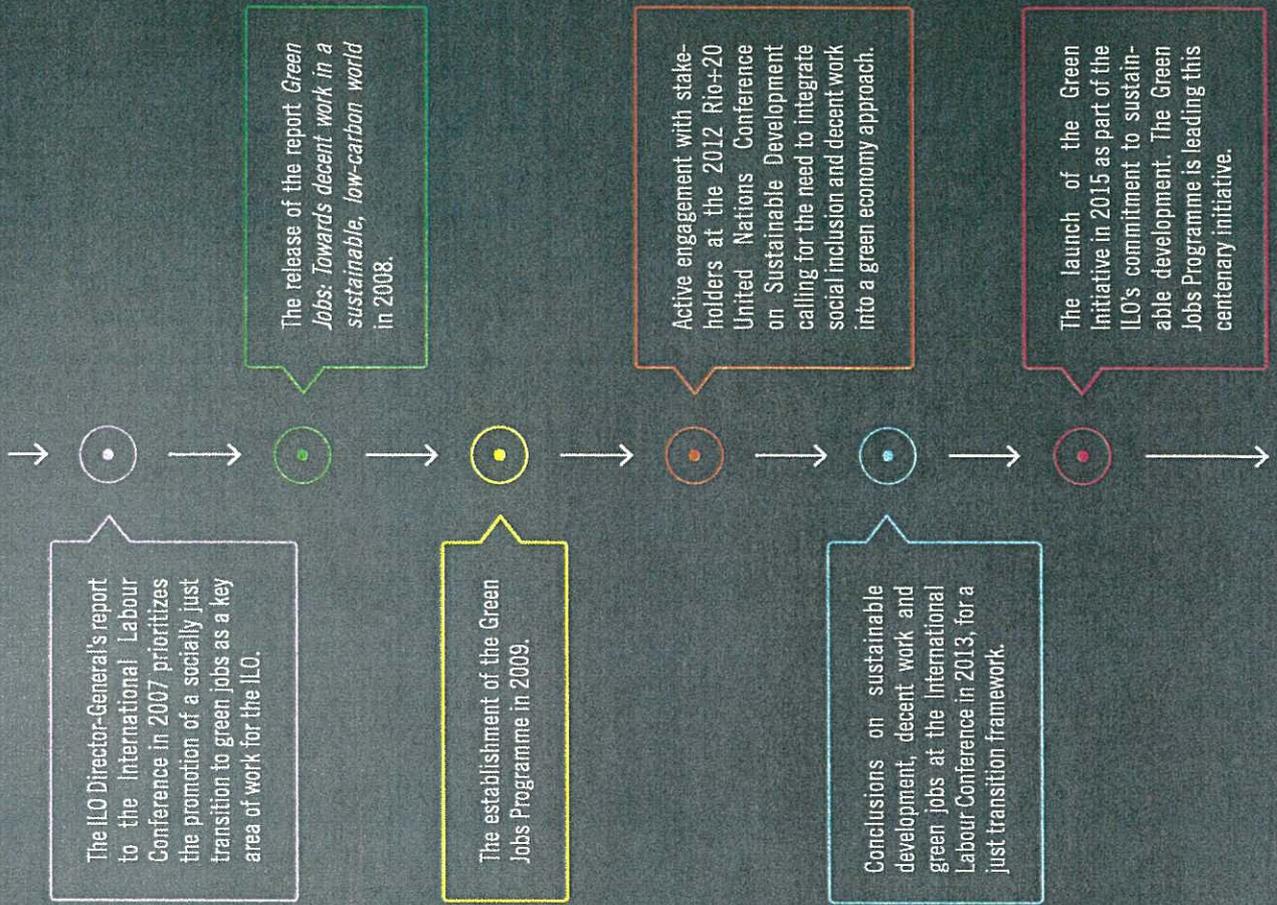
About the programme

Over the past 30 years, the green jobs concept has grown into an international agenda that is being championed around the world by governments, employers and workers. With its focus on achieving sustainable development, the Green Jobs Agenda is vital to the success of any sustainable vision, in particular the Sustainable Development Goals (SDGs).

Through the Green Jobs Programme, the ILO is proud to be driving this agenda and leading the world towards greener and decent jobs. The programme collaborates with many organizations and institutions including the Partnership for Action on a Green Economy (PAGE), the Green Growth Knowledge Platform (GGKP), the One UN Climate Change Learning Partnership (UNCC: Learn) and the Green Growth Working Group of the Donor Committee for Enterprise Development, amongst others.



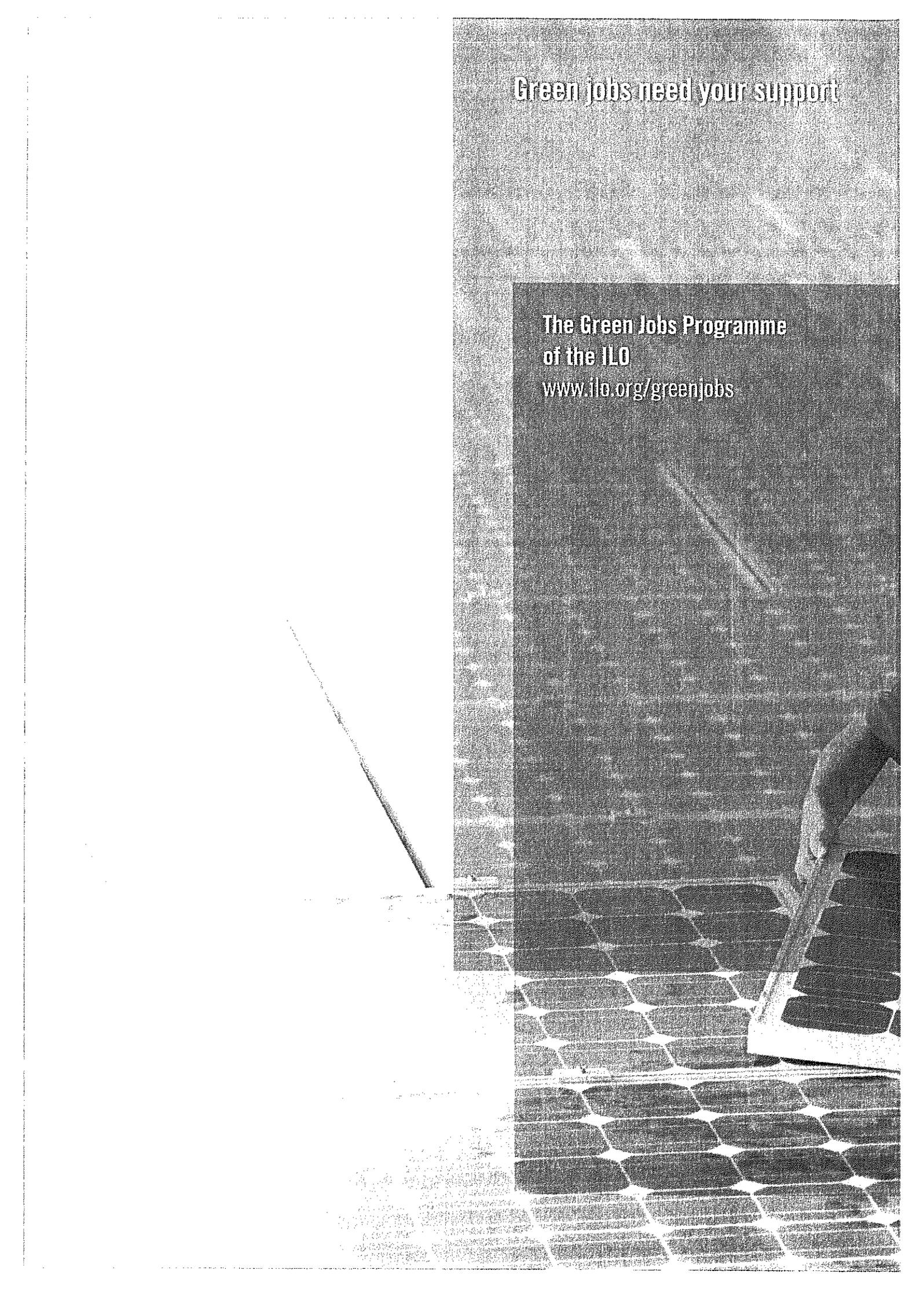
MILESTONES



Green jobs need your support

**The Green Jobs Programme
of the ILO**

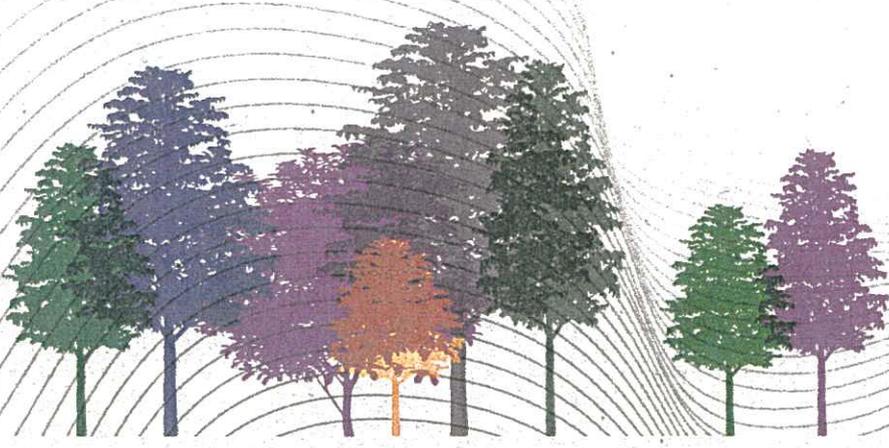
www.ilo.org/greenjobs



RÉSUMÉ

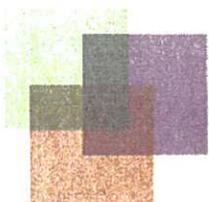


Organisation
internationale
du Travail



VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Travail décent et intégration
sociale dans une économie verte



RAPPORT PAR
L'INITIATIVE DES
EMPLOIS VERTS

En partenariat avec
l'Institut International
d'Etudes Sociales



Vers le développement durable:

Travail décent et intégration sociale dans une économie verte

Résumé exécutif

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Résumé exécutif

Le modèle de développement actuel n'est pas viable, pas seulement pour l'environnement, mais aussi d'un point de vue économique, social et d'emploi...

Le modèle de développement du passé est très exigeant en ressources et s'accompagne de coûts grandissants, d'une perte de productivité et d'une activité économique perturbée. Les estimations basées sur le modèle de Global Economic Linkages (GEL) – interdépendance économique mondiale – du BIT montrent que, si le scénario reste inchangé, les niveaux de productivité en 2030 seront de 2,4 pour cent inférieurs à ceux d'aujourd'hui et de 7,2 pour cent inférieurs d'ici à 2050. Ces estimations sont conformes aux conclusions de plusieurs études évaluant les dommages économiques liés à la dégradation de l'environnement et à la perte des services écosystémiques de base (voir chapitre 1).

Le modèle de développement actuel est également inefficace en ce qui concerne l'emploi productif et le travail décent. Il n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois décents et a engendré une instabilité systémique croissante liée au secteur financier dont le coût pour les entreprises et les travailleurs dans l'économie réelle est particulièrement élevé.

Au-delà des coûts consécutifs à la destruction d'emplois et à la perte de revenus résultant de la surexploitation des ressources naturelles, on recense aussi d'importants coûts sociaux associés à la dégradation de l'environnement. Si le même scénario continue de prévaloir, ces modes de production et de consommation qui gaspillent les ressources, ainsi que la dégradation continue des sols, la déforestation, la surpêche et le changement climatique, se traduiront par des pénuries d'eau de plus en plus fréquentes et par la flambée des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et d'autres matières premières. Des problèmes comme la pauvreté et les inégalités, la malnutrition et l'insécurité alimentaire, s'en trouveront exacerbés. Cela vient du fait que les ménages à bas revenus consacrent une part significative voire écrasante de leur revenu à leurs dépenses alimentaires et énergétiques. Ces tendances vont infliger des coûts sociaux et économiques massifs.

... alors qu'une économie verte et des entreprises durables créent des dizaines de millions d'emplois verts...

Le rapport établit clairement que pour les pays, à tous les stades de développement, le mouvement vers la durabilité environnementale et des économies plus vertes s'accélère. Déjà, des dizaines de millions d'emplois verts ont été créés. Par exemple, aux Etats-Unis en 2010, l'emploi dans les biens et services écologiques représentait 3,1 millions de personnes (2,4 pour cent), en hausse constante. Les niveaux et les dynamiques sont comparables dans d'autres pays,

comme au Brésil, où 2,9 millions d'emplois verts (6,6 pour cent de l'emploi formel) ont été recensés en 2010 dans les secteurs destinés à réduire les dommages causés à l'environnement.

La croissance de l'emploi a été particulièrement forte dans le secteur des énergies renouvelables, augmentant à un rythme global de 21 pour cent par an. De ce fait, ce secteur emploie aujourd'hui près de 5 millions de travailleurs – plus du double du nombre de personnes employées quelques années auparavant (voir chapitre 5). L'efficacité énergétique est un autre gisement d'emplois important, en particulier dans le secteur de la construction, qui a été particulièrement frappé par la crise économique et financière (voir chapitre 8). Une multitude d'emplois se trouve aussi dans le domaine des services écosystémiques: par exemple, dans l'Union européenne, 14,6 millions d'emplois directs et indirects protègent la biodiversité et réhabilitent les ressources naturelles et les forêts. Et la Chine a créé plus d'un million d'emplois dans ses programmes forestiers.

... et qu'il existe un véritable potentiel pour créer davantage de possibilités de travail décent...

La transition vers une économie verte crée des emplois dans toute une série de secteurs. En fait, de plus en plus d'évaluations montrent que des gains nets sont possibles. La plupart des études indiquent des gains de l'ordre de 0,5 à 2 pour cent, ce qui se traduirait par 15 à 60 millions d'emplois supplémentaires à l'échelle mondiale. Des stratégies de croissance verte plus ambitieuses pourraient se concrétiser par des gains nets d'emploi supérieurs en déclenchant une nouvelle vague d'investissements dans l'économie réelle, comme le suggèrent les études menées en Allemagne et en Australie (voir chapitre 10). Un potentiel considérable existe aussi dans les pays émergents ou en développement. Par exemple, des investissements internationaux ciblés de 230 milliards de dollars par an en vue de limiter la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+) pourraient financer jusqu'à 8 millions d'emplois à temps plein supplémentaires dans les pays en développement (voir chapitre 3).

Les inquiétudes liées aux pertes d'emploi causées par l'écologisation de l'économie sont dès lors exagérées. Si des suppressions d'emploi peuvent se produire dans certains domaines de l'économie, leur nombre semble gérable. Dans les pays industrialisés, dont les marchés du travail devraient subir les plus fortes répercussions, la transition entre secteurs de l'économie ne devrait affecter qu'un pour cent de la main-d'œuvre. La mobilité des travailleurs entre entreprises devrait être dix fois supérieure mais resterait encore limitée par rapport aux changements qui ont accompagné la mondialisation ces dernières décennies.

La modélisation réalisée pour ce rapport nous livre une conclusion importante: les résultats obtenus en matière d'emploi et de revenu sont largement fonction des instruments politiques utilisés et des institutions qui les mettent en œuvre, plutôt qu'une dimension inhérente à la transition écologique de l'économie.

Les résultats sont aussi propres à chaque pays, d'où la nécessité de disposer d'évaluations à l'échelle nationale. Le travail a commencé, avec le soutien de l'OIT et d'autres, mais la plupart des analyses demeurent cantonnées aux économies développées et à quelques rares économies émergentes. Cependant, les gains nets d'emploi devraient être plus élevés dans les pays émergents et en développement; ces pays ont la possibilité de combler leur retard dans un

certain nombre de domaines, en particulier en ce qui concerne l'usage des technologies, évitant ainsi les coûts liés au remplacement des infrastructures du passé devenues obsolètes et à la substitution d'emploi correspondant.

... et pour améliorer l'inclusion sociale.

Une économie plus respectueuse de l'environnement peut aussi apporter une contribution majeure à la réduction de la pauvreté en améliorant les revenus. C'est surtout le cas pour plus de 400 millions de petits exploitants agricoles dans les pays en développement. Certains exemples sont encourageants. Dans des pays comme l'Ouganda et Madagascar, les investissements réalisés pour permettre aux agriculteurs d'adopter des pratiques moins nuisibles pour l'environnement mais qui sont plus productives et offrent un meilleur accès au marché, ont été très efficaces (voir chapitre 2). On peut envisager des résultats similaires pour les 15 à 20 millions de ramasseurs d'ordures informels qui occupent actuellement des emplois précaires et dangereux et touchent des rémunérations souvent inférieures au seuil de pauvreté. Les expériences menées au Brésil, en Colombie et dans d'autres pays montrent que l'officialisation et l'organisation de ces travailleurs et leur intégration dans un système de recyclage moderne engendrent des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux considérables (voir chapitre 7).

L'écologisation de l'économie nous donne aussi l'occasion d'améliorer l'inclusion sociale en relevant les défis de la pauvreté énergétique et des difficultés d'accès à l'énergie. Dans la plupart des pays, les pauvres dépensent une part disproportionnée de leur revenu pour se procurer de l'énergie et une part encore plus importante pour des biens et services comme l'alimentation et les transports. Ainsi, dans une bonne partie de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, et dans certaines régions d'Europe, la proportion des dépenses d'énergie pour les ménages modestes est trois fois supérieure – et parfois jusqu'à 20 fois – à celle des ménages aisés. La situation est aggravée par le fait que beaucoup de ménages pauvres ne peuvent pas accéder à des logements ou des moyens de transport économes en énergie.

Dans les pays en développement, environ 1,3 milliard de personnes n'ont aucun accès à une énergie propre et moderne. Agir davantage pour faciliter l'accès à des énergies renouvelables permettrait d'apporter une contribution majeure pour surmonter la pauvreté énergétique et l'accès défaillant à l'énergie. De plus, ces efforts pourraient créer les emplois et les revenus dont on a tant besoin dans la production d'énergie, et plus encore grâce à l'utilisation de cette énergie. Par exemple, au Bangladesh, un programme initié par l'ONG Grameen Shakti a donné accès à une électricité propre à plus d'1,2 million de familles rurales démunies par l'intermédiaire de petits panneaux solaires domestiques; cela a permis de créer des emplois directs pour plusieurs milliers de femmes et quelque 60 000 emplois dans les activités en aval, surtout pour les jeunes (voir chapitre 5). Une économie plus verte peut donc aussi concourir à l'égalité entre hommes et femmes. Les femmes seraient en effet les principales bénéficiaires des progrès réalisés dans les petites exploitations agricoles ou le recyclage par exemple. L'accès aux énergies propres, au logement social à haut rendement énergétique et aux transports propres, allègerait le fardeau qui pèse actuellement sur les femmes et leur ouvrirait de nouvelles perspectives.

Dans le contexte d'une économie verte, plusieurs secteurs clés vont connaître une transformation radicale.

Alors que les changements en matière d'emploi et de revenu seront perceptibles dans l'ensemble de l'économie, huit secteurs clés vont connaître une évolution majeure: l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, l'industrie manufacturière, le recyclage, la construction et les transports (voir chapitres 2 à 9). A eux tous, ces secteurs emploient 1,5 milliard de travailleurs dans le monde, soit environ la moitié de la main-d'œuvre mondiale.

- *L'agriculture* est le plus gros employeur mondial avec plus d'un milliard de travailleurs, y compris un grand nombre d'ouvriers agricoles pauvres et d'agriculteurs vivriers (essentiellement des femmes). En investissant massivement dans les compétences, les infrastructures rurales et l'organisation pour permettre aux petits exploitants d'adopter des pratiques agricoles plus productives et plus respectueuses de l'environnement, il serait possible de renforcer la sécurité alimentaire, de sortir des dizaines de millions de personnes de la pauvreté et de prévenir l'accélération de l'exode rural (voir chapitre 2).
- Dans *l'industrie forestière*, les pratiques non durables ont déjà provoqué des pertes d'emploi, parfois à très grande échelle. La gestion durable des forêts produit à la fois des services environnementaux essentiels et des matériaux renouvelables de base pour d'autres secteurs, tout en offrant des emplois de qualité (voir chapitre 3).
- Le *secteur de la pêche* est confronté à un défi majeur, quoique temporaire, de transition lié à la surpêche. Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que l'immense majorité (95 pour cent) des 45 millions de travailleurs employés dans la pêche est constituée d'artisans-pêcheurs pauvres sur les littoraux des pays en développement. Une limitation temporaire des prises est indispensable dans de nombreuses pêcheries si l'on veut éviter l'épuisement des stocks de poisson et permettre leur reconstitution en vue d'une production alimentaire et d'emplois durables (voir chapitre 4).
- Dans le *secteur de l'énergie*, une croissance rapide de l'emploi dans les énergies renouvelables, des progrès en matière d'efficacité énergétique et un meilleur accès à l'énergie peuvent déboucher sur des gains majeurs en termes de débouchés professionnels et de revenus, ainsi que sur d'importants bénéfices pour l'environnement. La production d'énergie fossile devrait connaître des suppressions d'emplois, nécessitant des politiques qui garantissent une transition équitable pour les travailleurs et leurs communautés (voir chapitre 5).
- *L'industrie manufacturière à forte intensité de ressources* connaît un déclin de l'emploi depuis des décennies, dans lequel l'environnement a joué un rôle mineur. Cependant, une économie respectueuse de l'environnement pourrait accroître la demande pour ces produits industriels, contribuant à améliorer la compétitivité tout en protégeant l'emploi, voire en créant de nouveaux emplois (voir chapitre 6).
- Le *recyclage* est indispensable à l'efficacité énergétique, à la gestion sûre des déchets, pour éviter le gaspillage et pour récupérer les matériaux de valeur. L'emploi pourrait être notablement accru si l'on améliorait le taux de recyclage; cela représente aussi un énorme potentiel pour améliorer l'insertion sociale et réduire la pauvreté grâce à la

formalisation, parce que la majorité des ramasseurs de déchets, surtout les femmes et les enfants, sont confinés dans l'emploi informel (voir chapitre 7).

- Les *bâtiments* à haut rendement énergétique présentent le plus fort potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'usage des ressources. Les possibilités de création d'emplois sont également très nombreuses dans les nouveaux bâtiments verts et plus encore dans la rénovation du vaste parc des anciens bâtiments. Pour connaître le succès, la stratégie devra s'articuler sur le développement des compétences et sur la préparation et le développement des petites et moyennes entreprises (PME) qui dominent ce secteur (voir chapitre 8).
- Les *transports* sont au centre du fonctionnement des économies modernes et sont indispensables au développement, mais ils constituent aussi la plus forte source d'émissions de gaz à effet de serre. Néanmoins, des gains substantiels en matière d'emploi peuvent être obtenus par une transition vers les transports en commun et vers des véhicules plus économes en énergie (voir chapitre 9).

Pour conforter la dynamique vers une économie verte et établir un nouveau modèle de développement durable, nous avons besoin d'une approche politique d'ensemble. Cette approche doit reconnaître les problèmes spécifiques à chaque pays et à chaque secteur tout en garantissant que des possibilités de travail décent et d'inclusion sociale sont obtenues. Cela passe par la mise en œuvre d'une stratégie à trois piliers:

1. Proposer un savant dosage de structures et d'aides incitatives pour encourager l'écologisation de l'économie

Une économie plus respectueuse de l'environnement repose sur des modes de production et de consommation durables qui impliquent des modifications dans les pratiques de la plupart des entreprises et des changements structurels dans l'ensemble de l'économie. Cette transition doit non seulement inciter les entreprises à investir mais aussi leur donner la capacité d'adopter le nouveau mode de production. Une économie verte peut mutuellement se renforcer avec un marché du travail favorable et des progrès en matière de développement social, mais ce n'est pas automatique. Cela va dépendre de la qualité des politiques et des institutions capables de les mettre en œuvre.

- *Introduire une réforme de la fiscalité environnementale, en particulier une écotaxe, qui reporte le poids du prélèvement du travail vers l'usager et le pollueur.* La bonne stratégie sera celle qui reliera les différentes dimensions du développement durable de façon à produire des résultats positifs dans tous les domaines. Par exemple, le modèle GEL indique qu'en combinant une écotaxe avec des mesures de soutien à l'emploi, la productivité multifactorielle sera supérieure à ce qu'elle serait dans le cas d'une taxe écologique isolée: 1,5 pour cent de plus d'ici à 2020, et même 5 pour cent à l'horizon 2050. Il semble de plus en plus établi que l'impact net sur l'emploi sera également positif. A l'échelle mondiale, si l'on imposait une taxe sur les émissions de CO₂ et qu'on utilisait les revenus ainsi obtenus pour réduire le coût du travail, ce sont alors jusqu'à 14 millions d'emplois nets qui pourraient être créés.

- **Encourager les investissements dans l'économie verte.** Des marchés de produits efficaces sont indispensables, mais les signaux actuels du marché ne mobilisent et n'orientent pas assez les investissements dans la bonne direction. Les investissements ont été notoirement insuffisants dans de nombreux domaines, notamment les sources d'énergie propres et modernes, les logements à haut rendement énergétique, la production manufacturée et les transports, l'agriculture durable et les infrastructures rurales, ainsi que la réhabilitation des services écosystémiques. En plus d'ajuster les mesures d'incitations économiques, des programmes ciblés, notamment des dispositifs de travaux publics dont l'efficacité est avérée, seront nécessaires. Les transferts de technologie comme ceux qui sont envisagés pour REDD+ aideront les pays en développement à créer les emplois indispensables en investissant dans les services environnementaux.
- **Apporter un soutien sur mesure aux entreprises, en particulier aux PME.** Le rôle des PME dans la transformation vers une économie plus verte sera vital pour réussir l'écologisation de l'économie, en particulier en termes sociaux et d'emploi. En effet, les PME fournissent deux-tiers voire plus de l'emploi total, elles sont aussi la plus grande source de création d'emplois et d'innovation. Coopératives, associations professionnelles et partenariats tout au long des processus de production peuvent jouer un rôle utile pour aider les PME à se développer et à perdurer, mais nous aurons également besoin de politiques qui permettent aux PME de suivre avec succès la transition vers une économie respectueuse de l'environnement et de saisir les occasions qui s'offrent à elles. Cela vaut en particulier pour la construction, l'énergie, les industries fortement consommatrices de ressources, les transports, l'agriculture et la pêche. La création et la croissance des PME sont particulièrement sensibles à plusieurs facteurs, y compris un environnement généralement favorable d'un point de vue réglementaire et institutionnel – un environnement qui facilite le démarrage et le développement des entreprises dans le cadre de l'économie formelle – et l'accès à l'information, aux marchés verts, aux programmes de qualification, aux technologies et au financement. La réglementation environnementale, la recherche et développement, ainsi que les commandes publiques, doivent tenir compte des besoins et des limites des PME.

2. Garantir que l'emploi, le travail décent et l'inclusion sociale sont consubstantielles à toute stratégie de développement durable

Il nous faut d'urgence adopter une approche du développement durable qui place les gens, la planète et la justice au cœur du processus politique. C'est tout à fait possible, mais l'économie verte n'est pas, par nature, ni inclusive ni durable d'un point de vue social. Pour tirer le meilleur parti des opportunités et parvenir à une juste transition qui maîtrise les risques, des politiques sociales et de marché du travail doivent compléter les politiques économiques et environnementales.

- **Mettre en place les politiques sociales et de marché du travail qui sont indispensables à un développement durable sans exclusion sociale.** Les efforts doivent porter sur le renforcement de la protection sociale, sur les politiques actives du marché du travail, en particulier le renforcement des compétences, et sur des programmes destinés aux

catégories défavorisées. Les mesures de soutien aux revenus, comme les allocations chômage ou les transferts, seront vitales et devront être liées à d'autres mesures telles que l'aide à la recherche d'emploi et la mise en adéquation de l'offre et de la demande par les services d'emploi. Si la plupart de ces politiques valent pour tout changement structurel sur les marchés du travail, elles doivent s'accorder aux transitions et aux dynamiques qui sont propres à l'écologisation des entreprises, dans l'ensemble de l'économie et en fonction des secteurs. Elles peuvent aussi être adaptées à un lieu et combinées avec la diversification économique là où se concentrent les modifications du marché du travail, dans des régions et des activités particulières. Cela va nécessiter le renforcement et parfois la création d'institutions du marché du travail. Contrairement à d'autres transformations structurelles, celles qui sont associées à la transition écologique de l'économie peuvent, dans une large mesure, être anticipées. L'identification précoce des atouts et des risques et pertes potentiels est possible grâce à des méthodes d'évaluation et des outils de modélisation, ainsi qu'à travers un dialogue avec les organisations d'employeurs et les syndicats.

- ***Mettre l'accent sur les politiques de qualification et d'éducation pour faciliter la transition vers l'emploi et améliorer l'employabilité.*** C'est essentiel parce que sans travailleurs qualifiés et sans entreprises performantes la transition vers une économie verte ne serait ni techniquement possible, ni économiquement viable. L'économie verte va faire émerger de nouvelles professions; elle nécessitera surtout l'acquisition de nouvelles compétences pour exercer les métiers traditionnels et modifiera la hiérarchie des professions qui recrutent. Les faits abondent dans le monde entier pour dire qu'il est possible et nécessaire d'anticiper les besoins futurs de qualifications et de procéder à des ajustements des systèmes d'enseignement et de formation. Ce peut être un tremplin utile pour donner aux jeunes, aux femmes et aux autres catégories défavorisées, un accès aux emplois et aux activités génératrices de revenus que créera l'économie verte.
- ***Garantir l'équité entre les hommes et les femmes.*** Les résultats positifs potentiels pour les femmes ne sont pas plus automatiques que les autres résultats sociaux de l'écologisation de l'économie. Des programmes ciblés seront indispensables et nécessiteront souvent des réformes juridiques, par exemple en matière de droits de propriété, d'égalité d'accès aux offres d'emploi et de qualification, et d'une meilleure représentation des femmes dans la prise de décision.
- ***Utiliser la protection sociale comme levier du développement durable.*** L'utilité des socles de protection sociale pour atténuer les effets des crises économiques sur les ménages individuels et l'économie au sens large a été largement démontrée. Les mêmes mécanismes à l'œuvre en période de crise peuvent aussi faciliter les transitions écologiques, par exemple en protégeant les travailleurs licenciés qui cherchent un nouvel emploi ou qui entreprennent une reconversion. Ils peuvent constituer une part importante d'un ensemble de mesures permettant d'aider les pauvres des pays en développement victimes du changement climatique, de rémunérer les pauvres pour les services environnementaux et de remédier à la pauvreté énergétique.

La faculté de la protection sociale à bâtir des capacités rurales de production et de résistance au climat est démontrée par les investissements à grande échelle dans le cadre de la Loi de garantie nationale de l'emploi rural en Inde et dans les Programmes étendus de travaux publics en Afrique du Sud. Le programme de «bourse verte» au Brésil et le Plan national de «Quisqueya verde» en République dominicaine constituent deux exemples réussis de mécanismes de soutien financier permettant de rémunérer les ménages pauvres pour les services environnementaux qu'ils fournissent, en protégeant les forêts et la vie marine. En outre, ils peuvent donner accès à l'énergie et à des logements à haut rendement énergétique, ainsi que servir à compenser les hausses des prix des carburants résultant de la réforme des subventions ou de la tarification des émissions. Sinon, ils frapperaient de manière disproportionnée les ménages pauvres, une situation qui s'est souvent soldée par des mouvements de protestations et par le blocage des réformes dans certains pays.

3. Placer le dialogue social au centre de l'élaboration des politiques afin d'en améliorer la cohérence et de garantir une transition réussie vers un nouveau modèle de développement

Le dialogue social a pour but de promouvoir la recherche du consensus entre les principales parties prenantes. Un dialogue efficace peut aider à résoudre les problèmes socioéconomiques cruciaux et à améliorer la performance économique. Etant donné que la conversion écologique de l'économie va entraîner de profonds changements dans les processus de production et les technologies, ainsi que des réallocations d'emplois, une coopération étroite entre le gouvernement et les partenaires sociaux sera indispensable à la réussite de cette transformation.

- *Le dialogue social conduit à de meilleurs résultats, plus durables.* En Allemagne, le programme de rénovation des bâtiments pour gagner en efficacité énergétique a mobilisé environ 100 milliards d'euros au cours de la décennie écoulée, faisant de ce programme le plus vaste du genre au monde. A l'origine, le programme avait été proposé au gouvernement par les syndicats et les organisations d'employeurs comme un «pacte en faveur de l'environnement et de l'emploi». Il allège les factures d'énergie, réduit les émissions de CO₂ et fournit environ 300 000 emplois directs par an. Le rapport recense de nombreux cas similaires où le dialogue social apporte une contribution vitale à l'écologisation de l'économie, qu'il s'agisse d'entreprises individuelles ou de programmes nationaux à grande échelle.
- *Le tripartisme veille à ce que la qualité de l'emploi soit au cœur de l'économie verte.* Une économie plus respectueuse de l'environnement ne crée pas nécessairement des emplois décents de grande qualité. La qualité de l'emploi doit faire l'objet d'un suivi et des mesures doivent être prises pour garantir que la législation du travail s'applique et que les travailleurs et les employeurs peuvent s'organiser et faire usage de la négociation collective. A cet égard, les normes internationales du travail offrent un cadre juridique et institutionnel et une orientation pratique pour une économie plus verte et plus durable. De la même manière, alors que l'économie verte a de fortes chances d'être plus saine et plus sûre pour les travailleurs et le grand public, nous

devons néanmoins rester attentifs et prévenir d'éventuels nouveaux risques professionnels.

- ***Un dialogue social authentique est nécessaire pour garantir la cohérence des politiques et l'adoption du changement.*** Les politiques cohérentes et éclairées qui résultent d'un large soutien et d'un engagement actif des acteurs et de la société tout entière seront indispensables pour garantir que la transition vers l'économie verte est durable. Elles ne verront le jour qu'au terme d'un dialogue fructueux entre les parties prenantes, notamment les organisations d'employeurs et les syndicats qui sont les acteurs clés du marché du travail. Des politiques et des programmes nationaux d'envergure ont ainsi été mis en œuvre grâce au dialogue social dans le cadre du Grenelle de l'environnement en France, de la stratégie climatique au Brésil et de l'Accord en faveur de l'économie verte en Afrique du Sud (voir chapitre 10).

Le développement durable, l'inclusion sociale et la transition vers une économie respectueuse de l'environnement sont indispensables, mais le calendrier est serré. Le rapport offre une mine de leçons stratégiques, de bonnes pratiques et de programmes à succès, dont un bon nombre à grande échelle. Il démontre qu'une économie verte assortie d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, qui permet la réduction de la pauvreté et l'insertion sociale, est à la fois nécessaire et possible. Plus tôt la transition vers le développement durable et vers l'économie verte débutera, mieux nous pourrons la gérer de manière à éviter le coût social et économique d'un changement brutal et à saisir les possibilités de développement économique et social qu'elle recèle.

Decent Jobs in a Safe Climate

ILO Solutions for Climate Action

Why does the link between climate change and employment matter?

Climate change poses major risks to economic prosperity and social progress. Current carbon and resource-intensive approaches to economic growth and development will increasingly undermine productivity and affect enterprises, jobs, livelihoods and in some cases even the ability of households to remain in their region. According to ILO estimates, a continued rise of emissions until 2050 would result in the loss of over 7% of global economic productivity.¹

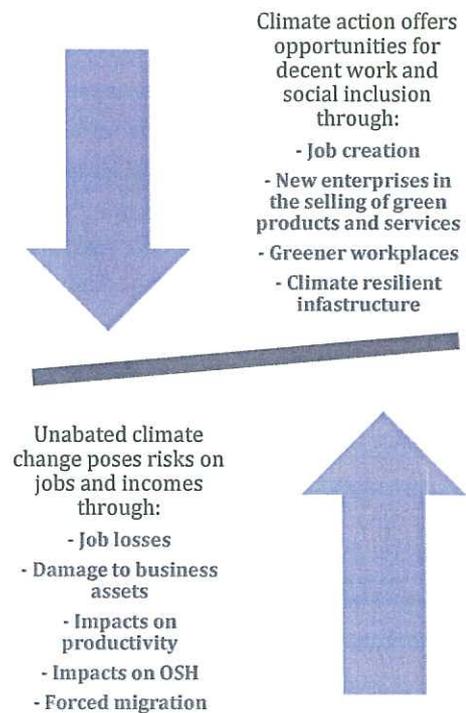
Box 1: Unabated climate change poses significant risks to livelihoods and jobs

Unabated climate change will exacerbate damage to infrastructure, disrupt business activity, and destroy jobs and livelihoods on an unprecedented scale.

For example, in Bangladesh, Cyclone Sidr disrupted several hundred thousand small businesses and adversely affected 567,000 jobs in 2007. In the United States, hurricane Sandy left 150,000 workers displaced and employment was overall reduced by over 11,000 workers only in New Jersey in 2012. More recently, when Typhoon Hagupit hit the Philippines in December 2014, it affected around 800,000 workers, with their source of livelihood damaged or disrupted overnight.

Sources: ILO (2013) *Sustainable development, decent work and green jobs*. Report V to the 102nd Session of the International Labour Conference (ILO, Geneva)

Figure 1: The linkages between climate change and decent work



By contrast, if properly managed, climate change action can lead to more and better jobs, poverty reduction and social inclusion in the quest for a sustainable and low-carbon economy. The ILO reports that the transition to a greener and low-carbon economy could generate up to 60 million additional jobs worldwide over the next two decades compared to a 'business-as-usual' development path. Proactive management of the impacts of climate change can also ensure that the risk of displacement – either because of destruction of homes, or land being made uninhabitable because of slow-onset environmental impacts – is minimized, and people are given the opportunity to relocate to a place where they have secure access to land and livelihoods.

¹ ILO. 2012. *Working towards sustainable development. Opportunities for decent work and social inclusion in a green economy* (UNEP, ILO, IOE and ITUC)

“The actors in the world of work – governments, employers and workers – are agents of change, who are able to develop new ways of working that safeguard the environment for present and future generations, eradicate poverty and promote social justice by fostering sustainable enterprises and creating decent work for all”.

Guy Ryder, Director-General of the ILO.

Message at the occasion of the World Environment Day 2014.

Given the scale, complexity and urgency of the challenge of climate change on the one hand and those of social inclusion and decent work on the other, taking a holistic approach to confront these challenges is not an option, but a global necessity.

The forthcoming 21st Conference of the Parties to the UNFCCC (COP21) in Paris in December 2015 will be a critical and historic moment to reach a universal new climate agreement that enables the international community to act with a long-term vision of a climate neutral world in the second half of the century. Achieving this goal requires the mobilisation of all energies and actors, nationally and internationally.

ILO constituents – governments, workers and employers – have been actively engaged in the climate process, voicing concerns that a new climate change agreement must address employment, social inclusion and just transition issues to be viable.

Box 2: The world of work calls for a “Just Transition” for all

Discussions on sustainable development, decent work and green jobs at the 102nd session of the International Labour Conference (ILC) in 2013 recognized that the transition to environmentally sustainable economies and societies offer major opportunities as well as a number of challenges to the world of work. As stated in the conclusions: *“managed well, transitions to environmentally and socially sustainable economies can become a strong driver of job creation, job upgrading, social justice and poverty eradication”.*

A transition to a low-carbon, greener economy will imply the creation of new jobs in environmentally friendly production processes and outputs, whereas other jobs will be at risk, in particular in those sectors with fewer options for a transition towards a more sustainable ways of production. It will, therefore, affect employment through the volume, composition and quality of jobs across sectors, as well as in the level and distribution of income.

The adoption of a just transition framework at the 2013 ILC can help countries better understand and manage the shift to low-carbon economies. Numerous policy areas and institutional arrangements were identified as key notably macroeconomic and growth policies, industrial and sectoral policies, enterprise policies, skills development, occupational safety and health, social protection, active labour market policies, rights and social dialogue and tripartism.

The objective of a so-called ‘just transition framework’ is to ensure that the employment effects and dynamics are understood well in advance and that policies promote decent work opportunities for all those affected by the transition process.

See the [Conclusions of the International Labour Conference 2013](#) and the [report on Sustainable development, decent work and green jobs](#)

Solutions for climate action and decent jobs

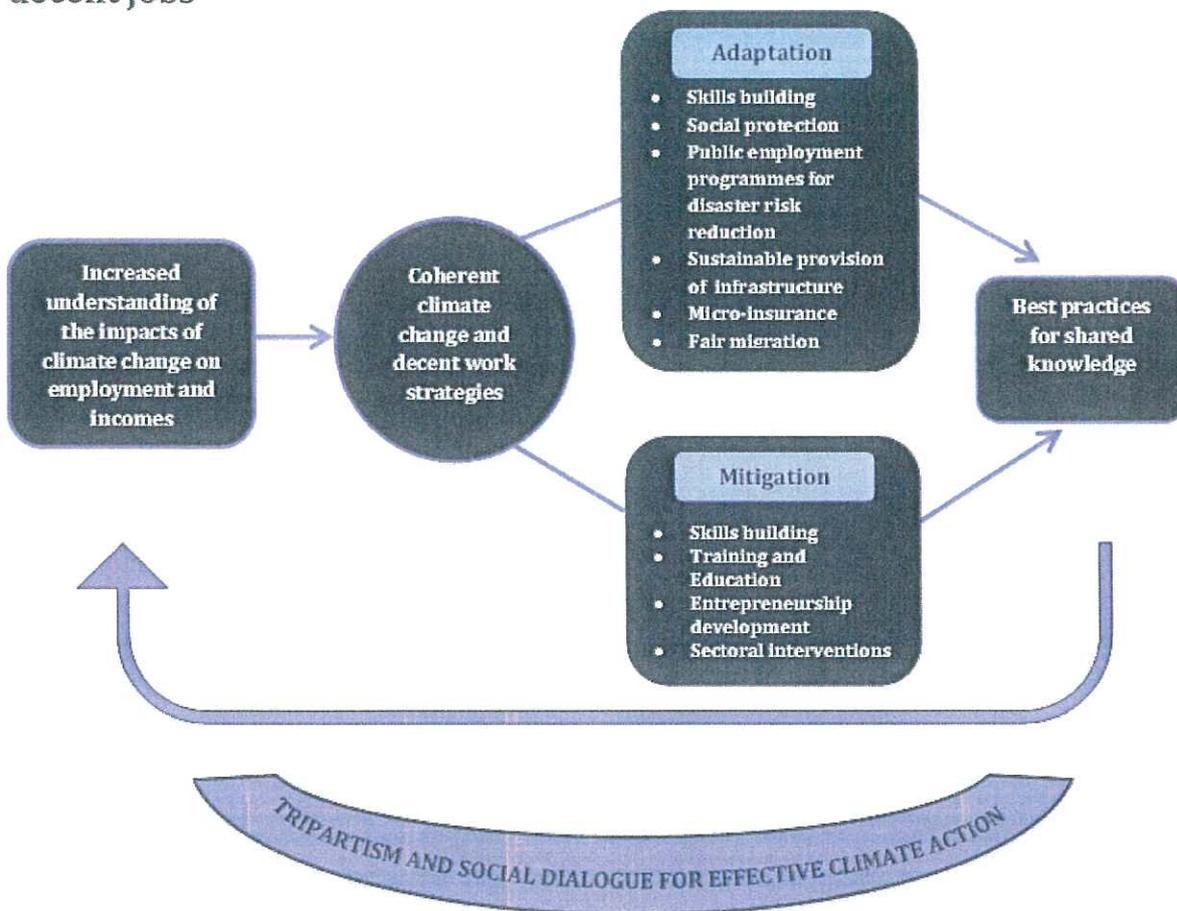


Figure 2: How to drive solutions for climate change and decent jobs

1) Increased understanding of the impacts of climate change on employment and incomes is essential for developing coherent policies.

Analysing the links between climate change impacts and policies, on the one hand, and social and labour market outcomes, on the other, is essential for informed and effective policy responses.

The ILO has, since 2007, been analysing such linkages and as a result fears about job losses have been allayed and the focus has shifted to the opportunities for more and better jobs. The need to anticipate and

attenuate negative employment and social impacts is also more widely recognized.

This applies to workers affected by structural change, to countries suffering major impacts from climate change (Caribbean and other island states, South Asia, and Sub-Saharan Africa) and to poor segments of society. The latter are disproportionately affected by the effects of climate change but also by tax measures aiming at internalizing costs of fossil fuel such as carbon pricing and abolition of fuel subsidies. A careful assessment of how these measures may impact low-income households and mechanisms to ensure they

are not worse-off as a result should be put in place.

The identification of employment impacts of Nationally Determined Contributions (NDCs) through labour market and green jobs assessments help prioritize economic activities with positive employment outcomes and better climate results.

Similarly, fair migration from particularly environmentally vulnerable locations can also minimize the degradation of strained resources whilst also creating positive labour market outcomes for migrants and their households, through decent jobs abroad.

The following tools, guidelines and policy advice resources are available to support climate action:

- [Climate Change and Labour: The Need for a "Just Transition"](#)
- [The Employment Effects of Climate Change and Climate Change Responses: A Role for International Labour Standards?](#)
- [Guidelines for the statistical definition and measurement of employment in the environmental sector](#)
- [Assessing Green Jobs Potential in Developing Countries: A Practitioner's Guide](#)
- [Local Development and Decent Work Resource Kit](#)
- [Employment Impact Assessments of infrastructure investments and projects](#)
- [The Labour Based technology Source Book: A catalogue of key publications](#)

2) Adaptation measures should be supported through social protection, public employment programmes for disaster risk reduction, micro-insurance and fair migration options to help the most vulnerable.

Climate change is having direct impacts on governments, workers and employers. Thus, specific measures to meet their needs in the face of increased risks and help the preparedness of the most vulnerable to cope with adverse effects should form part of an approach to climate change adaptation.

Adaptation efforts imply a range of policy interventions including social protection; sustainable provision of infrastructure; public employment programmes; micro-finance and micro-insurance; skills development; local markets and enterprise development, all of which should build on strong and effective social dialogue. In particular, reducing the risk of displacement should be a key policy priority. In this regard, governments and social partners need to consider the role that voluntary and planned migration can play in creating decent work opportunities for people vulnerable to climate change impacts. Both natural disasters and slow-onset impacts such as sea level rise and diversification create risks that need to be managed through proactive planning and research on potential destination areas that can provide decent work avenues – whether for some household members (as an income diversification strategy) or whole communities.

Below are a few intervention models and solutions being applied across the world.

Employment-focused responses to climate disasters in the Philippines: After the Typhoon Haiyan tore the Philippines in 2014, the ILO worked with the Department of Labour and Employment of the Philippines to put in place [emergency employment programmes](#). This brought about immediate income and guaranteed minimum wage, social protection and safety and health to thousands of workers who

had lost their livelihoods, while also ensuring better opportunities for communities in the longer term.

Disaster Risk Reduction in Fiji: Very often labour migration or relocation becomes a necessity as the risks posed by climate change become more prevalent. In Fiji, the [ILO's Cash for Work programme](#) brought together government, communities and volunteers to help villagers threatened by climate change. The challenge: to move an entire village to higher ground.

Public employment programmes: Innovations in public employment programmes through green works in water management, forestry and other infrastructure-related works have demonstrated to be efficient in promoting climate resilient sustainable development, but also essential in providing employment and additional income opportunities to those most affected and vulnerable to the impacts of climate change. Countries such as South Africa ("Working For" programmes), Ethiopia (Productive Safety Net Programme) or India (Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act) have illustrated the key role such interventions can have as part of public employment programmes which are also contributing to social protection floors. They can assist exposed populations to cope with the impacts of climate change and to adapt successfully offering employment to the physically-abled to work.



Image 1 Youth Employment for Sustainable Development project in Kenya

Social protection floors: Social protection, including basic social security such as healthcare and minimum income schemes, is a well-established mechanism for reducing vulnerability and risk sharing with regards to loss of income, and its strengthening should be an integral part of adaptation measures.

Micro-insurance against climatic risks in the Philippines: Micro-insurance has proven to offer a powerful instrument for allowing farmers to cope with the adverse consequences of natural disasters as it compensates them for their financial losses and helps secure their livelihoods. The ILO-led [Climate Change Adaptation Demonstration Project](#) focusing on climate resilient farming communities through innovative risk transfer mechanisms promoted new ways of increasing farming communities' socio-economic resilience to climate change in southern Philippines. Financial safety nets were developed and applied and corn and rice farmers were assisted to diversify their livelihood base.

Climate resilience in Indonesia: Peat swamp forests (tropical moist forests) found on the island of Borneo are unique ecological systems that have grown over thousands of years and are home to many rare species. In the Central Kalimantan region of Borneo, a government initiative aims to rehabilitate and reforest the area once covered by a Mega Rice Project. In line with government efforts, the ILO's [Green Livelihood Access for Central Kalimantan's Inclusive Environmental Response to Climate Change \(GLACIER\)](#) focused on: (i) environmental infrastructure investments as a response to climate change, (ii) capacity building of communities and local authorities on sustainable livelihood creation and (iii) participatory methods for green value chain development.

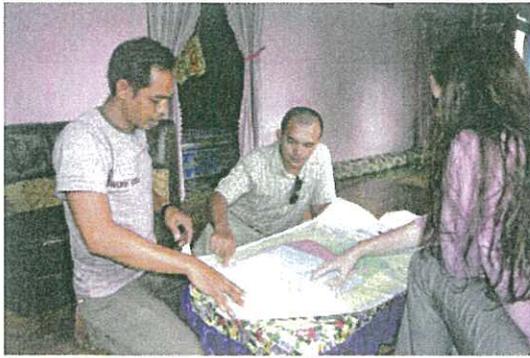


Image 2: GLACIER project in Indonesia

Migration planning to ensure decent work in the Pacific: Climate change carries profound risks of displacement in small island countries, and in atoll countries is likely to result in whole countries being made uninhabitable. The ILO, in partnership with ESCAP and UNDP, is working on a [project](#) to assist the countries of Kiribati, Tuvalu and Nauru to plan for decent migration, including through expanding opportunities for workers to participate in well-managed, rights-based migration schemes. Such migration opportunities also create benefits for destination countries such as Australia and New Zealand that are experiencing labour shortages.

Migration and environmental sustainability in the Sahel: Environmental degradation is one of the causes of migration in West Africa. This [initiative](#) aimed, among other objectives, to generate opportunities in potential growth sectors, such as green jobs and to better guide policies to promote employment and productive investment for migrants. As a result, more than 2,000 young people have participated in social and occupational orientation workshops. Hundreds of migrants and their families have had access to training and awareness raising courses on investment opportunities, managing family finances, and promoting the use of remittances.

The following tools, guidelines and policy advice resources are available to support climate action:

- [Ergonomic Checkpoints in Agriculture](#)
- [Social protection assessment based national dialogue. A good practices guide](#)
- [Local investments for climate change adaptation: green jobs through green works](#)
- [Financing social protection](#)
- [Making insurance work for microfinance institutions: a technical guide to developing microinsurance](#)
- [Good practices database - Labour migration policies and programmes](#)
- [Towards an ILO approach to climate change adaptation](#)

3) Facilitating mitigation actions through skills building and upgrading, training, education, and entrepreneurship development is necessary to unleash the job creation potential of a low-carbon economy.

A number of approaches, intervention models and successful practices exist that can be scaled up, replicated or simply learned from.

Skills building: Human capacity gaps and skills shortages are major barriers to advance climate change mitigation in key sectors such as energy, buildings, manufacturing and agriculture. As a response many countries are actively working on the identification of new skill needs linked to green sectors, upgrading skills and technical qualifications in existing occupations, and are developing specific skills provision plans to anticipate needs for the future (see ILO's [research](#) on skills gaps and needs for green jobs).

Greening TVETs in Central America and the Dominican Republic: The ILO has been providing technical support to the regional network of technical and vocational

education and training (TVET) institutions in Central America and the Dominican Republic, within the framework of the [FOIL project](#). To date learning standards and curricula for eight green occupations have been developed and included into the vocational training portfolio of all countries. In response to a growing market demand, 8,000 workers were provided with technical vocational training for skills in solid waste management, water treatment and the implementation of environmental management systems in businesses in Costa Rica.

Green entrepreneurship for job creation in East Africa: This [intervention model](#) under the Youth Entrepreneurship Facility, a partnership among the Africa Commission, the Youth Employment Network and the ILO in Kenya, Tanzania and Uganda, promoted the development of green entrepreneurship in untapped markets for green products, such as solar photovoltaic, locally recycled water irons, eco-tourism and carbon credit trading, targeting young women and men and helping address youth unemployment challenges.

Solar technicians for rural energy access in Bangladesh: In Bangladesh, a [programme on solar home system and entrepreneur skills training](#) supported (1) the institutionalisation of training curricula (assembling, installation and maintenance) in the National Technical and Vocational Qualification Framework; (2) the provision of sustainable employment opportunities by linking trainees with renewable energy service providers (27 additional service providers) for job placements as solar technicians; and (3) the promotion of solar entrepreneurship by providing skills for entrepreneurs and access to finance.

Skills for green construction in Zambia:

In Zambia, under the [One-UN Zambia Green Jobs Programme](#), the “Start and Improve Your Green Construction Business” is being rolled out to support emerging and established entrepreneurs engage in the green building construction sector. The 13 modules of the SIYGCB programme are tailor-made for the whole spectrum of entrepreneurs: from start-ups, to emerging and established entrepreneurs. They cover topics such as business management basics, tendering, pricing and costing, complying with legal requirements, marketing, management of resources and business support structures, but always from the perspective of a green construction business, or entrepreneurs wishing to gradually green their products and services. The programme aims to create 5,000 new green jobs by 2017.



Image 3: Joint UN Zambia Green Jobs Programme

The following tools, guidelines and policy advice resources are available to support climate action:

- [Meeting skills needs for green jobs: Policy Recommendations](#)
- [Greening the economies of Least Developed Countries: The role of skills and training](#)
- [Providing clean energy and energy access through cooperatives](#)
- [Job creation and MSME development through business linkages in the building sector](#)
- [Promoting occupational health and safety in the building construction sector in Zambia](#)

- [Local investments for climate change adaptation: Green jobs through green works](#)
- [Start Your Waste Recycling Business – Business Manual](#)
- [Start Your Waste Recycling Business – Trainers Guide](#)
- [The Start and Improve Your Green Construction Business Training](#)

4) Tripartism and social dialogue are vital to foster consensus building for climate action.

Social dialogue, including the practice of tripartism and collective bargaining, is instrumental for effective decision-making in the area of climate change. Environmental and sustainable development related policies – when discussed and implemented with the participation and agreement of social partners, the government, and civil society actors - are better informed, easier to implement, and more beneficial for workers, businesses of all sizes, and a larger proportion of the society.



Image 4: Social dialogue in Chile

A widely cited example is the tripartite round tables of social dialogue set up in Spain in 2005. They were established to tackle compliance with the commitments under the Kyoto Protocol to reduce GHG emissions while checking the impacts on competitiveness, employment and social cohesion in the most affected sectors.

The perspectives of the social partners ensure that social outcomes are taken into

account and that social and labour market policies can complement environmental and economic measures. Existing forums such as the Economic, Social and Environmental Councils in many countries, or the new ones such as the Grenelle de l'Environnement in France or the tripartite round tables for the implementation of the Kyoto Protocol in Spain, have been instrumental to reach agreements on large integrated policy packages. An outstanding example of an initiative driven by the social partners is the German programme for energy efficiency in buildings. In South Africa the "green economy accord" has been concluded to formalize the partnership between relevant line ministries and the social partners for the implementation of this component of the national development plan.

Tripartism and social dialogue has been a key dimension of ILO projects around the world aiming at increasing energy, water and material efficiency and therefore enabling low-carbon development to happen at the workplace level too. In the case of the [Greener Business Asia project](#), promoting employer-worker cooperation in Thailand and the Philippines resulted in important levels of CO₂ emissions reduction and improvements of working conditions. Likewise, the ILO provided support to the [Chilean forestry sector social dialogue process](#) which enabled stakeholders to jointly identify and design concrete solutions for the sustainability of forest plantation territories.

The following tools, guidelines and policy advice resources are available to support climate action:

- [The Social Dimensions of Climate Change](#)
- [The impact of climate change on employment: transition management through social dialogue](#)
- [Industrial relations for a greener economy](#)

- [Social dialogue for sustainable development: A review of national and regional participatory experiences](#)

International labour standards and resolutions relevant to a just transition framework

- International labour standards offer a robust framework for addressing the challenges to the world of work associated with the greening of the economy and, more broadly, with the transition towards sustainable development and poverty eradication. Several international labour standards, including those covering freedom of association and the right to collective bargaining, prohibition of forced labour, child labour and non-discrimination, social dialogue, tripartite consultation, minimum wage, labour administration and inspection, employment policy, human resource development, occupational safety and health, as well as social security are important in this regard as mentioned in the [Resolution concerning sustainable development, decent](#)

[work and green jobs – International Labour Conference, June 2013.](#)

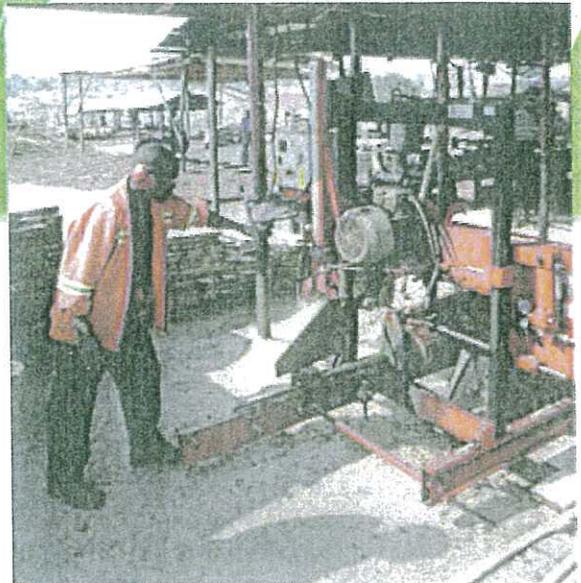
- Tripartite Consultation (International Labour Standards) Convention, 1976 (No. 144)
- Social Security (Minimum Standards) Convention, 1952 (No. 102)
- Human Resources Development Convention, 1975 (No. 142)
- Working Environment (Air Pollution, Noise and Vibration) Convention, 1977 (No. 148)
- Occupational Safety and Health Convention, 1981 (No. 155)
- Chemicals Convention, 1990 (No. 170)
- Promotional Framework for Occupational Safety and Health Convention, 2006 (No. 187)
- Job Creation in Small and Medium-Sized Enterprises Recommendation, 1998 (No. 189)
- Promotion of Cooperatives Recommendation, 2002 (No. 193)
- Social Protection Floors Recommendation, 2012 (No. 202)
- Resolution concerning the promotion of sustainable enterprises – International Labour Conference, June 2007
- Resolution concerning promotion of rural employment for poverty reduction – International Labour Conference, June 2008

Now Share Your Solutions!

Visit our [climate change and jobs website section](#) for more information and to submit your solution



Strengthening Green Entrepreneurship through the promotion of Sustainable Enterprises



“Micro, Small and Medium Enterprises (MSMEs) are providing the bulk of jobs in Zambia, and contribute significantly to the national GDP. In the construction sector alone, over 180,000 people are employed of whom the majority are in MSMEs (Zambia Labour Force Survey, 2012). The greening of the building construction sector holds the potential for job creation through green business development services, skills development as well as creating a more enabling and growth-oriented environment for MSMEs in Zambia.”

Entrepreneurship in Zambia

The Global Entrepreneurship Monitoring Report (2012) revealed that Zambia is one of the most entrepreneurial countries in the world, with over 40% of the Zambian population involved in business activities, leaving countries such as South Africa and Namibia far behind.

Although these figures sound promising, many young, potential entrepreneurs encounter difficulties in setting up and establishing their businesses. In fact, the majority of Zambian entrepreneurs fail in the first six to 35 months after starting their businesses. National and international research found that the main barriers faced by entrepreneurs are:

- Limited access to and availability of sector specific green business and technical skills. The green economy requires a well-developed and robust skills framework. Green skills have been identified as critical and international level as a major barrier to green economic growth.
- Lack of mentorship services and a nurturing environment in general for start-up entrepreneurs.

Assisting young start-ups with mentorship programmes has proven to be extremely useful. Providing information on how and where to go in terms of registration of businesses, skills development providers, tax obligations and labour law practices in the sector is crucial to the successful establishment and growth of a business.

- Lack of access to finance: Every business needs start-up capital, or sufficient funds to maximise growth once established. So far, financial institutions have shown reluctance to approve finance for young and start-up entrepreneurs. Access to finance is also hampered by the low level of financial literacy on the part of the entrepreneurs themselves, especially with regard to business plan development and financial management skills.

These barriers are common to most entrepreneurs, but become more pronounced when new forms and shapes of entrepreneurial activity, such as green entrepreneurship, are involved.

Opportunities drive Zambian Entrepreneurship

The 2012 Zambia Chapter of the Global Entrepreneurship Monitor describes Zambian entrepreneurs as opportunity-driven (46% of Zambian entrepreneurs), rather than necessity-driven.

This is to the benefit of Zambian entrepreneurs since it has been shown that opportunity-driven entrepreneurs are more successful in the long run than necessity-driven entrepreneurs. Furthermore, it also shows that Zambian entrepreneurs are sensitive to innovation and changing markets and eager to test themselves in new markets and value chains, identifying opportunities.

Caring for green entrepreneurs and sustainable enterprises

The Zambia Green Jobs Programme has identified MSMEs as the final beneficiaries of all its interventions, from the raising of awareness and policy development to business development services. To ensure maximum impact and efficiency, the business development component of the Zambia Green Jobs Programme has identified the following key areas of intervention:

- **Development of green business development tools in building construction:** In collaboration with the programme's stakeholders the *Start and Improve Your Green Construction Business* (SIYGCB) training programme has been developed. The SIYGCB training package targets emerging and established entrepreneurs to develop an environmentally sustainable construction business. It is based on the *Start and Improve Your Business* (SIYB) training

package, a management training programme which focuses on the start-up and improvement of small businesses as a means to create more and better employment in developing economies and economies in transition.

- **Promoting a culture of entrepreneurship in green building construction and best practices in green construction:** Although Zambians are positively disposed towards entrepreneurial activities, the programme promotes the concept and stimulates the uptake of green entrepreneurship through various activities. One of the main activities in this area is the launch of a Green Business Plan Competition which will provide a platform for start-up entrepreneurs to develop and receive support for potentially successful business plans.
- **Skills development for green building construction:** Skills in green building construction do not necessarily require high

levels of re-skilling. Like in many other sectors, greening of skills can be done fairly easily through targeted training sessions. Amongst others, MSMEs will be offered skills development in areas such as solar panel manufacturing and green materials and technologies through established training institutions.

- **Development of artisan and architectural skills for better green building practices and principles in design and construction:** In collaboration with national learning institutions, a Centre of Excellence in Green Construction and Design will be established for the benefit of the industry. The centre will provide research, scholarly and industrial programmes in green construction for strategic resource development towards the economic and social development of Zambia. The construction industry will benefit from the centre's variety of skills and expertise and the quality of training. The centre will further facilitate access to technical expertise, services and facilities as well as cross-pollination of technical knowledge that will enhance quality and sustainability in Zambia's construction industry. This will be achieved by incorporating aspects of green construction in the learning curriculum; conducting training of construction industry instructors in green building principles; conducting in-service training on green construction; conducting exposure visits for students to green construction sites; arranging competitions among students on green construction; and providing technical expertise in the design of in-service training on green construction, among others.



These supporting mechanisms and capacity building services are rendered through strategically placed institutions with a specific mandate to support small-scale entrepreneurs in the building construction sector, amongst others the National Council for Construction (NCC), Thompark Construction Training Centre, the National Association of Medium and Small Scale Contractors (NAMSSCC) and the Zambia Association of Women in Construction (ZAWIC).

The Zambia Green Jobs Programme is a partnership between the Government of Zambia, the United Nations System in Zambia, and public and private stakeholders. The Programme aims to support the creation of green jobs among micro, small and medium enterprises (MSMEs) in the Zambian building construction industry, while at the same time generating systemic change and contributing to the broader discussion on inclusive green growth and job creation in Zambia. The Zambia Green Jobs Programme is supported by the Government of Finland.

For more information:
Mr Evans Lwanga,
National Project Officer – Enterprise Development
Lwanga@ilo.org
www.zambiangreenjobs.org



REPUBLIC OF ZAMBIA



ZAMBIA



MINISTRY OF HEALTH AND CHILD DEVELOPMENT

CONTACTS UTILES

Organisation internationale du travail (OIT)
Département de la communication
Tél. 00 41 22 799 79 12
Site web: www.ilo.org/communication
Courriel: communication@ilo.org
Demandes d'interviews: newsroom@ilo.org

Bureau de l'OIT pour la France
Cyril Cosme, Directeur
62, boulevard Garibaldi
75015 Paris
Courriel : paris@ilo.org
www.ilo.org/paris

Laurence Mine
Conseil en développement durable
Tél. 06 60 94 28 74
Laurence.mine@lddeo.FR

Nadia Dussol
Conseil en communication
Tél. 06 48 32 29 60
nadiadussol@yahoo.fr

Pour en savoir plus:

<http://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/lang-fr/index.htm>

<http://www.ilo.org/public/french/region/europro/paris/france/cop21.htm>